

Introduction

Louise S. ÉTHIER
Jacques ALARY

Depuis bientôt dix ans, le Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec (CDRFQ) organise un symposium biennal visant le transfert des connaissances dans divers champs d'application et le transfert d'expériences pratiques en vue de prospecter de nouvelles hypothèses de recherche. Ainsi, par le biais des symposiums, la recherche et la pratique se nourrissent réciproquement. *Comprendre la famille* est le quatrième ouvrage de la collection des actes des symposiums organisés par le Conseil. Le lecteur trouvera dans cet ouvrage divers manuscrits basés sur des communications qui font le point sur l'état actuel de la recherche sur la famille dans un contexte québécois de réformes économiques et sociales.

Les textes soumis par les auteurs ont été évalués par un comité de pairs composé de chercheurs universitaires représentant les diverses disciplines qui ont la famille comme objet d'étude.

Plusieurs personnes ont contribué directement ou indirectement à cet ouvrage. Faute de pouvoir les nommer toutes, nous aimerions remercier les organismes dont elles font partie et qui ont rendu possible cette publication. Il y a, bien sûr, les membres du conseil d'administration du CDRFQ qui ont parrainé le quatrième symposium. Nous tenons aussi à souligner l'apport des membres du comité scientifique qui ont investi leur temps et leur énergie à l'évaluation des manuscrits. Enfin, il faut rappeler la contribution significative et soutenue des Centres jeunesse Mauricie-Centre-du-Québec et de l'Université du Québec à Trois-Rivières qui, à titre d'organismes fondateurs du Conseil, ont été à l'origine de cette initiative.

LA FAMILLE QUÉBÉCOISE AUX VISAGES MULTIPLES

Cet ouvrage regroupe 24 études portant sur la famille et sur l'intervention auprès des familles dans un contexte de transformations sociales et économiques. Nous constatons qu'en 1998 il existe au Québec différents

modèles de familles et diverses réalités familiales ; familles dites intactes ou nucléaires, familles monoparentales, familles reconstituées autour du père ou de la mère, familles substituts, familles d'origine migrante¹. Certaines réalités, plus marginales, comme les familles dont les deux parents sont de même sexe, deviennent des réalités sociologiques incontournables. Anne Quéniart estime, par le biais d'études américaines, qu'il y a entre 3 et 8 millions de parents gais et lesbiennes élevant de 6 à 14 millions d'enfants. Les données québécoises sur ce phénomène ne sont pas disponibles, néanmoins, nous pouvons affirmer que le modèle de la famille traditionnelle ne peut plus être un repère exclusif pour l'analyse du fonctionnement des familles. À l'instar de Pierre-Paul Parent et de ses collaborateurs, nous constatons que les familles québécoises évoluent dans un contexte de pluralisme moral qui ne permet plus, ni aux intervenants ni aux familles elles-mêmes, de se référer à un modèle unique de la famille considéré comme une norme idéale.

Dans l'analyse de la littérature de recherche sur la famille du Québec, Richard Cloutier, Renée Dandurand et leurs collaborateurs proposent une définition opérationnelle de la famille. Elle est vue comme une cellule sociale qui comporte au moins un lien parent-enfant, faisant ainsi ressortir la dimension essentielle du rapport intergénérationnel. Ce rapport pouvant reposer ou non sur la consanguinité (lien par adoption, à un beau-parent de fait ou légal), ou reposer ou non sur la cohabitation (lien entre un enfant et un parent non gardien, lien entre un enfant adulte et un parent âgé).

LES CONDITIONS DE VIE DES FAMILLES QUÉBÉCOISES

Les familles québécoises actuelles vivent dans des conditions économiques moins avantageuses que celles qui prévalaient au cours des années passées. La pauvreté des jeunes familles est devenue un phénomène accablant² et la crise de l'emploi contribue à assombrir les perspectives d'avenir des familles. Cette situation entraîne souvent une réorganisation du partage de la responsabilité financière au sein du couple, une réorganisation des activités quotidiennes et du style de vie des familles. La situation des femmes ayant un double statut de mère et de travailleuse est devenue un

1. Selon Bernhard et Lefebvre, à l'heure actuelle, plus du tiers de la population canadienne se déclare de langue maternelle autre que le français ou l'anglais. Dans 17 % des établissements préscolaires montréalais, 50 % des enfants étaient allophones. Ces enfants parlent 64 langues maternelles diverses.
2. Chamberland *et al.* (1996). Promotion du bien-être et prévention des problèmes sociaux chez les jeunes et leur famille. Rapport soumis à la Division des subventions nationales au Bien-Être social, ministère du Développement des ressources humaines Canada.

phénomène courant et la recherche d'un équilibre entre ces deux univers de même que l'articulation travail et famille dans le quotidien ne se font pas sans plusieurs contraintes. Francine Descarries et Christine Corbeil traduisent d'ailleurs cette dualité en parlant d'une « valse-hésitation des mères en emploi ».

Du point de vue des économistes Lefebvre et Merrigan, la présence d'enfants dans les familles conduit inévitablement à modifier l'emploi du temps des deux parents. Les données récentes indiquent que les mères occupées ou non à un emploi à temps plein consacrent plus de temps direct aux enfants qu'il y a quelques années, et encore plus si l'enfant est jeune. Par contre, les pères consacrent plus de temps à leur travail et leur participation aux soins directs à l'enfant est demeuré stable. La hausse de la scolarisation des mères qui s'accompagne d'une plus grande participation au marché du travail se traduirait, cependant, par un partage plus égalitaire des tâches³.

Les résultats obtenus par Lacharité et ses collaborateurs montrent qu'une proportion substantielle de femmes dans les familles pauvres ayant des difficultés psychosociales rapportent que leur conjoint assume autant de responsabilités qu'elles. En conséquence, le questionnement autour de l'engagement paternel dans les familles doit tenir compte des contextes de vie socio-économiques. Être un père engagé signifierait certaines choses pour les parents de milieu défavorisé et autre chose pour ceux qui ont plus d'instruction, une histoire familiale différente et un niveau de revenu supérieur.

Pour plusieurs couples de parents, il existe cependant des *solutions spatiales* à explorer afin d'équilibrer le temps consacré au travail et aux enfants. Selon Nicole Brais, le choix du lieu de résidence peut augmenter la proportion du temps consacré à la famille. Au plan des choix résidentiels, les femmes jouent une part active et font en sorte que les décisions familiales tiennent compte de leurs besoins.

LES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES ET LA TRANSFORMATION DES SERVICES AUX FAMILLES

Les compressions budgétaires récentes ont eu des répercussions sur les modes d'organisation des services et sur les pratiques d'intervention auprès des membres de la famille. Du point de vue de Marie Rhéaume, la charge

3. L'étude américaine de Timmer et collab. (1986) indique que les mères qui travaillent à l'extérieur passent en moyenne 11 minutes par jour de semaine d'activités directes avec leur jeune enfant. Les pères qui travaillent consacrent huit minutes par jour de semaine à leur enfant. Les mères au foyer consacrent 30 minutes par jour de semaine à l'enfant.

des familles augmente souvent lorsque l'aide de l'État diminue. Avec le virage ambulatoire, les familles sont davantage sollicitées pour participer au soutien d'un proche et pour coopérer avec les services professionnels, mais dans bien des cas, les familles, et trop souvent les femmes, sont les premières et les seules à assumer le fardeau des soins et des services à leur membre. L'aide à la réinsertion en emploi est un objectif louable, mais pour les travailleuses à faible revenu, le travail à l'extérieur du foyer se traduit rarement par une hausse de la qualité de vie. Ces constats montrent bien les contradictions engendrées par la transformation de l'aide aux familles. Ce qui peut être bénéfique pour un type de famille, dans un certain contexte de vie, ne l'est pas nécessairement pour l'ensemble des familles.

LA TÂCHE DES INTERVENANTS SE TRANSFORME ET SE COMPLEXIFIE

Au plan des pratiques d'intervention, nous assistons à l'émergence d'un changement de valeurs, à une volonté de redistribuer les pouvoirs entre professionnels et parents, à une démarche concertée entre ceux qui développent les connaissances et ceux qui appliquent ces connaissances. Les intervenants parlent d'*empowerment* de la famille, d'appropriation de compétences parentales et de concertation avec les ressources du milieu. Les intervenants travaillent aussi à se construire un nouveau savoir en tenant compte de celui des familles. Ce changement de paradigme s'accompagne de changements au plan des pratiques. Il y a quelques années, l'intervention reposait davantage sur l'approche individuelle et ciblait principalement la relation mère-enfant. Aujourd'hui, dans une perspective systémique, les intervenants prennent en considération tous les membres de la famille qui évoluent dans divers contextes et milieux de vie.

Ces changements de valeurs et de pratiques amènent les intervenants à faire face à des réalités de plus en plus difficiles. Ils doivent non seulement composer avec une multiplicité de modèles familiaux mais aussi travailler avec un nombre grandissant de personnes aux prises avec des problèmes de plus en plus lourds. Les besoins à combler sont fréquemment à la fois d'ordre affectif, social et matériel.

La lourdeur et la complexité des problématiques auxquelles les intervenants font face rendent nécessaire le travail en concertation intersectorielle. Les intervenants ne peuvent plus répondre seuls à la demande de la clientèle, ils sont appelés, au contraire, à travailler en étroite collaboration avec des partenaires issus de différents organismes. Le travail en partenariat est devenu indispensable, mais il exige aussi de la part de l'intervenant beaucoup de souplesse, de temps et d'énergie. Par exemple, les

partenaires sont fréquemment issus de disciplines et de champs de compétence variés en plus de provenir de différents systèmes dans lesquels la famille évolue. Dans un souci d'efficacité, les praticiens doivent mettre en commun leur lecture de la réalité des familles et partager leur expertise et leurs ressources dans un processus cohérent et continu, ce qui ne se fait pas toujours sans encombre.

Le travail des intervenants est d'autant plus complexe qu'il se vit dans un contexte où les structures et les politiques organisationnelles sont mouvantes et transitoires. Les intervenants relèvent constamment des défis pour assurer la continuité, l'équité, l'accessibilité et l'efficacité des services. Il s'ajoute parfois un défi supplémentaire pour parvenir à adapter les services aux familles en tenant compte des caractéristiques culturelles de leurs membres. Les travaux dirigés par Gravel, Jacob ou Patriciu sont à cet égard fort éclairants.

DES PRATIQUES COMMUNAUTAIRES PROMETTEUSES

Les programmes de prévention des mauvais traitements envers les enfants basés sur des visites à domicile effectuées par des professionnels ou par des familles bénévoles s'avèrent prometteurs. Ce type de programme hausse le sentiment de compétence parentale, améliore les relations parents-enfants et brise l'isolement des familles. Néanmoins, ces programmes gagneraient en efficacité s'ils s'accompagnaient d'actions visant à améliorer les conditions de vie matérielle de la famille et à contrer la pauvreté. Marie-Ève Clément et Marc Tourigny démontrent l'importance d'offrir des services qui répondent aux multiples besoins des familles pendant une longue période.

Les besoins de services et d'entraide sont essentiels dans les quartiers où les problèmes sont multiples et où les enfants sont jeunes. Les cuisines collectives, bien qu'elles répondent au besoin fondamental de la sécurité alimentaire, servent aussi de leviers de changement de la condition des familles appauvries. Par le biais des cuisines collectives, Lucie Fréchette démontre qu'à travers la production de biens matériels il est possible de développer des réseaux d'entraide. En ce sens, la formule des cuisines collectives, en développant les compétences des familles, se démarque de l'action caritative telle qu'elle est pratiquée par les banques alimentaires ou les soupes populaires. La résurgence des problèmes alimentaires depuis une décennie renvoie au constat que ces problèmes ne touchent plus seulement des familles démunies de longue date mais aussi celles que l'on retrouve maintenant chez les nouveaux pauvres, victimes de la crise économique et du chômage.

En somme, qu'il s'agisse d'expériences novatrices telles que les familles visiteuses, les cuisines collectives, la halte-garderie interculturelle ou d'action concertée pour lutter contre la pauvreté, il s'agit là de réponses à un même défi. La vulnérabilité des familles ne peut être atténuée sans l'effort de la solidarité, sans l'engagement et la concertation des instances communautaires, institutionnelles et politiques. Les efforts doivent être non seulement collectifs mais de surcroît tenaces et cohérents. Les efforts isolés, les actions de courte durée ne suffisent plus à répondre aux trajectoires et aux besoins multiples des familles démunies. Plusieurs des travaux de recherche présentés dans ce recueil font l'analyse de ces nouvelles réalités familiales et tentent de mesurer l'efficacité des moyens mis en œuvre pour répondre à ces nouveaux besoins.